

Katja de Sadeleer
Rue de Fromelennes 64
5570 Dion
Tél. 0485 89 91 70
Email: kdesade@hotmail.com

Juge Michel Claes
Bruxelles

Bruxelles, le 28 août 2015

Cher Juge Claes,

Je vous contacte à la suggestion de Marina d'Hoop, la cousine de mon mari Axel de Sadeleer, pour vous faire part de ce qui suit:

- De nationalité finlandaise, je suis fonctionnaire à la Commission européenne depuis 1997, travaillant dans le domaine de l'élargissement/négociations d'adhésion avec les pays de l'est depuis 2001.
- En automne 2014, dans le cadre de mes fonctions au sein de l'unité Monténégro à la DG NEAR, j'ai découvert que le financement IPA (Instrument de pré-adhésion) dans le domaine de la protection de l'enfance, particulièrement en ce qui concerne la dé-institutionnalisation, fournie au Monténégro depuis 2011, ne servait pas vraiment à réformer le système de la protection de l'enfance dans le pays, mais créait une situation où les enfants avaient tendance à quitter le pays (dans le contexte de l'adoption internationale) plutôt que d'y rester dans un contexte alternatif (retour dans la famille d'origine, placement dans une famille d'accueil). Cette situation était d'autant plus difficile que le projet ne prévoyait pas de création de structures type famille (family-type homes) qui n'existent pas au Monténégro.
- Bien consciente de problèmes similaires dans le passé en Roumanie (où la demande pour les enfants avait créé un marché d'enfants) en tant que responsable pour les droits des enfants dans l'unité Roumanie à la DG Elargissement en 2004–2005, je ne voulais plus travailler avec les autorités monténégréennes dans ce contexte qui contribuait à un trafic d'enfants "légalisé" surtout que, à l'époque de la pré-adhésion de la Roumanie, un Panel indépendant des experts du droit de famille européen établi par la Commission (incluant également juge Pierre Cornelis de la Belgique) avait constaté dans le cas de la Roumanie en 2004 que l'adoption internationale ne peut pas être considérée comme une mesure de la protection de l'enfance, mais devrait rester une mesure à caractère exceptionnel. Cette approche avait été également confirmée par la note sur les leçons retenues sur les droits des enfants en Roumanie adressée en 2013 par la DG Elargissement à la DG Justice au sein de la Commission européenne.
- Il est à noter que l'annulation du projet sur le Monténégro en automne 2014 n'a été obtenue que grâce à une pression extérieure auprès de la hiérarchie de la Commission et non pas suite aux inquiétudes que j'avais exprimées.
- J'ai décrit la situation créée au sein de la DG Elargissement dans mon "Career Development Review", un exercice annuel d'évaluation interne à la Commission européenne, en

janvier 2015. Par la suite, deux hommes ont fait semblant d'essayer de cambrioler notre maison à Uccle à 8h15 du matin le 26 janvier 2015 quand on était à l'intérieur (voir le PV BR.17.L4.002771/2015).

- Depuis septembre 2014, j'avais exprimé mon souhait à mon chef d'unité de ne plus travailler sur le Monténégro, mais d'être transférée ailleurs au sein de la DG Elargissement (ou à l'extérieur). Mon souhait avait été accepté par ma hiérarchie. Au cours de l'automne, j'ai eu des entretiens avec la directrice des ressources humaines Colette Cotter et ma propre directrice Alexandra Cas Granje (maintenant à la retraite). Mon cas a également été porté à l'attention de mon Directeur Général Christian Danielsson et de mon directeur actuel Jean-Eric Paquet. J'ai également commencé à chercher activement un autre poste à l'extérieur de la DG NEAR.
- Malgré quelques interviews à l'extérieur de la DG NEAR (à la DG REGIO, au Secrétariat-Général de la Commission européenne et du Conseil de l'UE) et malgré une restructuration de la DG NEAR le 1^{er} mai 2015, on ne m'a proposée un autre poste qu'en mi-mai 2015 au sein de ma propre direction. Le cousin de mon mari, Gilles de Kerchove, coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme, connaissant très bien mon Directeur général M. Christian Danielsson, a notamment dû intervenir à cet effet.
- Depuis que j'ai accepté un nouveau poste à la DG NEAR (Programmes régionaux), ma famille (mon mari Axel de Sadeleer) a commencé à subir des intimidations/menaces (voir PV BR.45.L4.016860/2015) et a eu un accident avec la voiture. Aussi le château de Chêne-al'Pierre, propriété de Gilles de Kerchove, a été sinistré dans un incendie les 12 et 13 août 2015.
- Il est à noter également que la situation étant devenue intenable, j'ai été en congé de maladie pendant deux mois (septembre-octobre 2014) suivi par un mi-temps médical (travail à mi-temps, mais recevant un salaire à plein temps) entre novembre 2014 et fin juin 2015, officiellement à cause des maux du dos liés au travail. Le Service médical de la Commission ne m'a convoquée qu'en juin 2015 où il a été indiqué que selon les règles officielles de la Commission, un mi-temps médical ne peut durer qu'au maximum six mois et qu'il fallait y mettre fin. A la place, docteur Frippiat du Service médical m'a prescrit un jour de télétravail par semaine, valable pendant une année.
- Il faut ajouter que j'ai demandé mon transfert à un autre poste aussi pour des raisons de sécurité. Ma collègue Roelie Post, de nationalité néerlandaise, ayant travaillé sur les droits des enfants dans l'unité Roumanie au sein de la Commission depuis 1999 a eu beaucoup de problèmes de sécurité au cours des années. (Voir ci-joint la liste des menaces et de l'implication du Service médical de la Commission européenne.) Mme Post a été mutée de son poste au sein de l'unité Roumanie en mai 2005 avec l'objectif de ne plus lui donner un vrai travail et de la forcer en invalidité pour des raisons psychiatriques. Après une plainte contre le harcèlement introduite auprès du Commissaire Kallas responsable pour les ressources humaines, elle a été mise à la disposition d'une ONG qu'elle a créée elle-même (Act Against Child Trafficking) depuis 2008 dans le cadre d'un accord sur le "secondment", recevant toujours son salaire de la Commission européenne. Cet accord a été facilité par le plus haut fonctionnaire de la Commission européenne, Secrétaire Général Mme Catherine Day. Mme Post a également publié un livre 'Romania for Export Only – the untold story of the Romanian 'orphans'' en 2007. Son contrat ayant finalement expiré en automne 2014, elle a été réintégrée à la Commission européenne, DG NEAR, Unité "Finances et contrats" qui ne correspondait pas du tout à son profil. Malgré ses protestations au plus haut niveau de la Commission européenne (Secrétaire Général Mme Catherine Day, Directrice Générale des Ressources Humaines Mme Souka), elle n'a pas eu de nouveau poste et a continué à faire

l'objet d'un harcèlement moral. Ne supportant plus les conséquences de cet harcèlement moral, elle a informé la Commission en mi-mai 2015 qu'elle ne retournerait plus au bureau et a suggéré à la Commission de trouver une solution à l'amiable. Cependant, la Commission essaie de médicaliser son cas de nouveau en coupant le salaire de Mme Post rétroactivement depuis mi-juillet 2015 sauf si elle fournit un certificat médical (ce qu'elle a fait à la fin). L'ONG Act Against Child Trafficking a également déposé plainte chez OLAF en automne 2014 sur le contrat de 'secondment' de Mme Post; cependant, cette plainte n'a pas été considérée recevable par OLAF. Mme Post a pris un avocat, Dr. Agstner en Autriche. Elle a également déposé un dossier compréhensif à la police belge en automne 2014.

Selon notre avis, depuis fin 2004, un "lobby d'adoption" qui consiste des individus et des groupes d'individus en Roumanie et ailleurs aspire à effacer toute la mémoire institutionnelle et les leçons à retenir de la politique de réforme de l'enfance menée avec succès par la Commission européenne en Roumanie en 1999–2006. L'un d'eux est M. François Polge de Combret, un banquier français de haute influence. Ces gens exercent beaucoup d'influence sur la Commission européenne, ce qui a mené à des activités corrompues au sein de l'institution (voir aussi www.asktheeu.org). Tout cela a la tendance de soit écarter les gens impliqués dans ce dossier à travers une promotion ou autre soit de les mettre en grave danger psychologique et physique.

Voilà pourquoi je voulais tirer votre attention sur ce sujet, car malgré nos plaintes auprès de la police belge, nous n'avons pas encore été contactés pour un éventuel suivi. Je n'ai même pas été contactée par les psychologues de la police malgré deux rappels. Nous avons également demandé à la police d'Uccle de bien lier tous les dossiers ensemble. Si jamais il nous arrive quelque chose (à moi-même, mon mari Axel de Sadeleer, notre fille Rebekka de Sadeleer, à Mme Roelie Post, son associé M. Arun Dohle ou à notre médecin Dr. Katja Keller), vous aurez au moins un début de dossier pour enquêter. Entre-temps, nous nous protégeons selon nos moyens: nous avons installé des caméras de surveillance autour de notre maison à Uccle (ceci est également en cours pour notre maison à Dion, Beauraing) et nous avons acheté un chien de garde. Nous avertissons également l'école de notre fille des faits.

Ci-dessous vous trouverez une courte description de la politique menée par la Commission européenne en Roumanie dans le domaine de la protection de l'enfance en 1999–2006 pour vous donner un bref aperçu sur les motifs derrière ce dossier.

Cordialement,

Katja de Sadeleer

Documents annexés:

- 1) PVs
- 2) Rapport d'évaluation interne de la Commission européenne 2014 (Katja de Sadeleer)
- 3) Historiques sur les intimidations/harcèlement et sur l'implication du Service médical
- 4) Correspondance entre Katja de Sadeleer et Gilles de Kerchove; Article sur l'incendie du château de Chêne-al'Pierre (LaMeuse.be 13.8.2015)
- 5) Attestation du Dr. Katja Keller au sujet d'Axel de Sadeleer, 16.6.2015
- 6) Avis médical du Dr. Frippiat au sujet de Katja de Sadeleer, 18.6.2015
- 7) Lettre de Mme Ana Gomes, Membre du Parlement européen, au Vice-Président de la Commission européenne M. Timmermans, 16.7.2015
- 8) Lettres de Mme Roelie Post au Secrétaire Général de la Commission européenne Mme Catherine Day, 13.7.2015, 22.5.2015
- 9) Rapport d'évaluation interne de la Commission européenne 2014 (Roelie Post), accompagné d'un rapport de contribution par le Directeur exécutif de Against Child Trafficking, M. Arun Dohle
- 10) Email de Mme Roelie Post au Secrétaire Général de la Commission européenne Mme Catherine Day et à la Directrice Générale des Ressources humaines de la Commission européenne Mme Souka, 10.10.2014
- 11) Lettre de Mme Roelie Post à M. Giovanni Kessler, Directeur-Général de l'OLAF, 28.8.2015
- 12) Email de Mme Roelie Post à Mme Eva Joly, Membre du Parlement européen, 8.7.2015
- 13) Diverses correspondance et notes d'information adressées à la Commission européenne sur les droits des enfants
- 14) Correspondance interne entre Katja de Sadeleer et la hiérarchie de la DG NEAR, novembre 2014–mai 2015

Children's Rights in Romania in the pre-accession phase

Background

Since the fall of the Ceausescu regime in 1989, the care of institutionalised children in Romania has been a subject of great political and public (media) attention. The system introduced by Ceausescu in 1970 in an attempt to boost population growth was not accompanied by the requisite machinery for helping birth families or for placing children in foster care. As a result, many children were abandoned in squalid State orphanages. The EU has given political and financial support to reform child protection in Romania since 1990 (total € 160 million).

Child protection should be a responsibility of public authorities. In Romania, since the early 90s, State authorities have relied strongly on NGOs. This became very acute from 1997 onwards when control of the Romanian Child Protection authority was effectively taken over by NGOs.

Due to the high numbers of children in the institutions, in the 90s priority was given to international adoption instead of reforming the child protection system in Romania. During the period in which NGOs were in control of child protection, legislation was notably adopted which opened the way to abuses of the adoption procedures (children were made available to adoption NGOs using a points system which *de facto* was close to the creation of a market-based system where each child had a price). During this period the level of international adoptions increased very sharply, while national adoptions decreased. It could also be noted that the same NGOs and individuals were consistently being awarded contracts and funds. In the end of 90s, it became apparent that the adoption system had become close to a market for children.

All this exerted significant influence over the way in which childcare policies were conducted in Romania. The substantial pressure being exerted by the adoption lobby¹ meant that it was difficult for the Romanian government to define child protection strategies aiming at prevention of abandonment and closing big old style residential institutions by providing alternatives.

Against this background, DG Enlargement started working very closely with the EC Delegation in Bucharest in order to reform the child protection system in Romania.

Phare Programme 'Children First'

From 2000 to 2006, a multi-annual Phare programme 'Children First', with a total value of € 59.5 million, was implemented to support the efforts of the Romanian government to reform child protection and finance the closure of large old-style childcare institutions by replacing them with alternative child protection services. Some 90 large institutions were closed and replaced by over 300 alternative child protection services, ranging from family-type homes to foster care. This programme was accompanied by a large public awareness campaign to inform the public at large of existing alternatives to abandonment and institutionalisation. The majority of large, old style institutions have been closed, while there is now a large number of family type homes and most young children are placed in foster care. Also social assistance for families has improved.

The progress was significant, and Romania's child protection was recognised by international experts as a model for the region.

Inter-country Adoption

Romania had ratified the Hague Convention on Protection of Children and Co-operation in respect of Inter-country Adoption in 1994 and reformed their adoption system in 1997. The Commission's main concern was that legislation on adoption appeared to allow considerations other than the best interest of the child to influence decisions on adoption. This system risked having a negative effect on efforts to reform the child protection system in Romania. (Regular Report 2000)

¹ The adoption lobby was a network of groups and individuals in Romania and outside.

After criticism of the European Parliament and the European Commission in 2000–2001, the Romanian government temporarily suspended inter-country adoptions in order to review the legislation. This led to strong opposition from adoptive parents, adoption agencies and other stakeholders. As a result of conflicting views between these stakeholders and the EU, the Romanian Prime Minister asked the Commission for support in drafting new legislation. As a result, an Independent Panel of EU Experts on Family Law was set up by DG Enlargement in December 2002 in order to examine if the new Romanian draft legislation on children's rights and adoption was in compliance with the UN Convention on the Rights of the Child and the European Convention on Human Rights, and with practices in the EU Member States.

The Panel provided a technical, non-political opinion in May 2004:

“Inter-country adoption cannot be considered as a protection measure. Inter-country adoption is a very last resort and should only be considered if any suitable means of foster, adoptive or residential care cannot be found in the country of origin of the child and only if it is manifestly in the best interests of the child. It must be clear that residential care comes also before (inter-country) adoption – see article 21(b) of the UN Convention on the Rights of the Child.”

The new Romanian legislation entered into force in January 2005. The new laws no longer foresee inter-country adoption as a general child protection measure.

Conclusion

The Commission's Regular Reports on Candidate countries progress towards accession reported, over the years, on progress made in the area of child protection in Romania:

In 1998, it was reported that the Government had continued to take measures, with Phare support, to improve the protection of the nearly 100 000 abandoned children in state orphanages.

In 1999, on the other hand, the Composite Paper regretted that the situation of over 100 000 children in institutionalised care had seriously deteriorated. Therefore, the Commission recommended to the European Council to conclude that the opening of accession negotiations with Romania would be conditional of effective action announced by the Romanian authorities to provide adequate budgetary resources and to implement structural reform of child care institutions before the end of 1999.

In 2000, it was noted that the Government had shown a political commitment to addressing the problems of institutionalised children and progress had been made.

In 2001, the Commission welcomed the moratorium on inter-country adoption as a mechanism to end practices that were incompatible with Romania's obligations under the UNCRC and which risked opening opportunities for trafficking in children and other forms of abuse. It was also reported that the budget allocated to childcare had been substantially increased.

Since 2002, progress reported was qualified as significant, although it was acknowledged that large regional differences still existed in the implementation of the new measures.

In 2003, it was reported that more than half of the 86 000 children in public care were now placed with families (extended family, foster care), while 37 000 children remained in residential care (including special schools). A methodology for the closure of large residential institutions had been developed and was being implemented. The majority of the remaining 120 large institutions had been restructured into family-type modules and material living conditions were noted to be generally appropriate.

In 2004, the Strategy Paper noted that strict rules on inter-country adoption, which appeared to be in line with the UN Convention on the Rights of the Child (UNCRC), should further improve the protection of children's rights.

In 2005, it was noted that most of the 85 large institutions had been closed. In general, the progress achieved in the field of child protection had been widely acknowledged by the Independent Panel of Experts of Family Law of EU Member States in May 2005 and was regarded as satisfactory in relation to Member States' best practices.

Finally, in 2006, the Monitoring report on the state of preparedness for EU membership of Bulgaria and Romania noted that the 2005 legislation on children's rights and adoption had brought Romania's legislation in line with the UNCRC and on a par with the Member States. Living conditions in the remaining institutions had improved substantially and were now generally of a good standard. The Commission's 2006 Monitoring Report on Romania concluded that significant progress had been made in the area of child protection, except for one outstanding issue, related to sufficient provision of social work assistance for mothers in difficulty during pregnancy and to ensuring their adequate access to maternity hospitals.

The new approach on inter-country adoption taken by the Romanian government, to strongly limit inter-country adoptions, complemented the general progress in child care and brought Romania's situation in line with practices in EU Member States, where inter-country adoptions, if all, are the extreme exception. The number of children in institutions steadily decreased over the years², while the demand for national adoption exceeded the number of adoptable children.

The fact that Romania halted inter-country adoptions led to increased pressure on the other countries for adoptable children. Therefore, as DG Enlargement pointed out in April 2005, there was an urgent need for a consistent approach of the Commission among the different countries of the region in line with international instruments such as the UN Convention on the Rights of the Child.

Roelie Post, who was on secondment from the Commission to *act againstchildtrafficking.org*, was the responsible Task manager on children in the Romania Unit of DG Enlargement from 1999 until 2005. Subsequently, she documented her experience in the book 'Romania for Export Only – the untold story of the Romanian 'orphans''.

² From about 100 000 in the early 90s to 31 107 in June 2005 (EC Monitoring Report on Romania, May 2006).